

Russie, contrastes et paradoxes

par Stanislaw OPIELA s.j., Moscou*

«Un hymne sans paroles», c'est ainsi que le poète Evgueni Evtouchenko, chantre du dégel dans les années 60, résume l'œuvre de l'ex-président Boris Eltsine. Enfoncée dans la guerre avec la Tchétchénie, dans de lourdes difficultés économiques et dans des scandales de corruption, la Russie se prépare à de nouvelles élections présidentielles (26 mars). Dans quel état d'esprit ? Lancé par le «Courrier international» et par CSA Opinion, un sondage européen sur l'après-communisme révélait en novembre passé l'ampleur du pessimisme des Russes. Plus de 80% d'entre eux jugent négatives les situations politique, économique, sociale, environnementale et sécuritaire de leur pays. Aussi, même si les libéraux ont opéré lors du scrutin législatif du 19 décembre un retour remarqué, le Parti communiste est loin d'être relégué à l'arrière-plan. La nostalgie d'une époque révolue est là, comme le montre cet article.

Il est difficile de déterminer quels sont les changements survenus en Russie ces dix dernières années, à commencer par celui du régime communiste, que la population perçoit positivement. Lorsque je suis arrivé au début 1992 en ex-Union soviétique, depuis peu alors disparue, un Russe allemand du Kazakhstan - donc pas du tout communiste - m'a dit presque littéralement : *Pourquoi la glasnost, la perestroïka et enfin le changement du régime politique ? Durant le communisme, nous pensions avoir le meilleur système politique et social du monde ; nous ne soupçonnions même pas qu'il était possible de vivre autrement et mieux. Maintenant, nous le savons, et cela nous agace. Nous sommes profondément déçus.* Une grande partie de la population éprouve une réelle nostalgie du communisme. Peut-on, dès lors, s'étonner que le Parti communiste soit aujourd'hui si populaire en Russie, qu'il gagne les élections grâce à des slogans populistes et nationalistes ?

Autrefois, les gens gagnaient peu, mais cela leur suffisait pour vivre, envoyer leurs enfants dans les écoles et en camps de vacances, bénéficier d'une retraite et d'assurances sociales et médicale. Les intellectuels, les écrivains, les artistes et les savants vivaient dans des conditions semblables, mais ils profitaient en plus, pour presque rien, des maisons de repos, des sanatoriums et des maisons appelées *de travail créatif*. Ils recevaient leur salaire à temps et parvenaient à «organiser», non pas simplement à «acheter», les produits alimentaires ou techniques : si ces produits n'étaient pas disponibles en province (dans le régime totalitaire, à l'exclusion de la capitale, tout est province, plus ou moins profonde) ils allaient à Moscou pour «organiser». Quant aux paysans, ils cultivaient tant bien que mal la terre

* L'auteur enseigne l'histoire, la philosophie et l'anthropologie à Moscou. Il a été supérieur des jésuites en Russie, de 1992 à 1998.

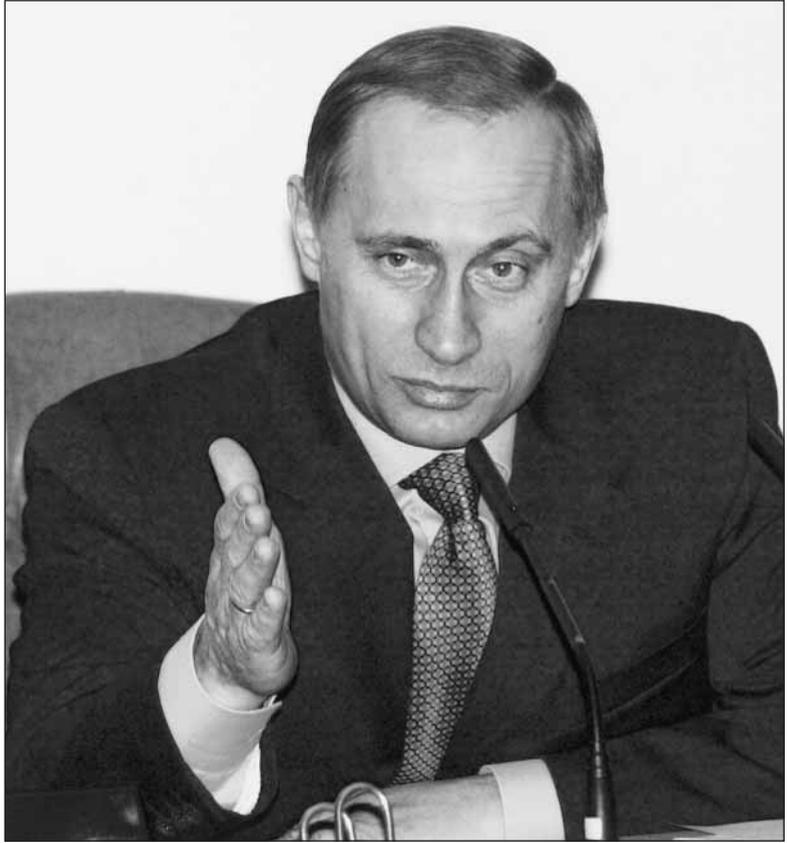
et bénéficiaient des mêmes avantages sociaux que les autres. A tous, la Constitution garantissait en outre l'usage presque gratuit des services sociaux et du travail jusqu'à la fin de leur vie active. Le gouvernement prenait donc soin, du moins en paroles, des besoins matériels de la population et de ses aspirations «spirituelles socialistes», dûment définies.

Les Russes étaient fiers de leur patrie communiste, qui passait pour une superpuissance co-déterminant le cours du monde. Le pays avait une mission universelle, il était la patrie des prolétaires et la pépinière de la révolution mondiale. Cela n'était pas rien pour un Russe moyen, habitué

au messianisme religieux et national du siècle passé, sécularisé ensuite au temps du communisme. Le souvenir de la terreur, surtout stalinienne, s'était progressivement éloigné ; on n'en parlait pas, même dans les familles où des membres en avaient été victimes. Les gens se contentaient de vivre, sans penser au passé.

Quant aux touristes étrangers, ils étaient obligés de limiter leur visite du pays à la capitale et à quelques villes touristiques, qu'ils gagnaient par des routes dites de transit. Ils étaient accompagnés par un guide imposé, qui savait ce qu'il était bon et permis de montrer.

Tout cela a disparu à présent, sauf... le rôle prépondérant de la capitale, le peu d'intérêt des touristes pour la province,



Vladimir Poutine, favori de la course à la présidence.

la soif de grandeur nationale et la toute-puissance de l'homme en uniforme ou simplement des fonctionnaires.

Un pays en ruine

Il suffit d'aller à quelques dizaines de kilomètres de Moscou pour voir que la campagne tombe en ruine. Elle ne produit plus que pour elle-même. Les paysans ont parfois partagé illégalement les machines agricoles, le bétail et les champs d'un kolkhoze (il n'y a toujours pas de loi sur la privatisation de la terre), pour vendre tout cela ensuite et se prendre une bonne cuite. Les magasins sont plus vides que jamais, les visages des gens sont fatigués, éteints,

marqués par l'abus d'alcool et, de plus en plus, par celui de la drogue. Un voyage en voiture, de Moscou à St-Petersbourg ou en Biélorussie par exemple, mène à traverser des centaines de kilomètres sans voir de champs cultivés. On croisera, par contre, des vieilles machines agricoles abandonnées depuis longtemps, des villages désertés ou aux habitants rares et plutôt âgés. Bref, il semble que depuis des années, les Russes n'investissent plus dans l'agriculture; tout meurt d'une mort naturelle...

Cela ne vaut d'ailleurs pas seulement pour la campagne mais aussi pour les fabriques et les mines de Sibérie ou d'Asie centrale. Il est rare qu'une cheminée d'usine y fume (en polluant la steppe ou la toundra, par la même occasion). Personne ne cherche à y mettre de l'ordre. Des ferrailles, partout. Même de vieux chars et autres engins militaires sont abandonnés en pleine steppe !

La Russie devient en fait, de plus en plus, un pays aux contrastes inimaginables. Le centre de Moscou commence à ressembler à une ville occidentale. Les bâtiments sont restaurés ou reconstruits. Les magasins regorgent de toutes sortes de produits, même de luxe, vendus à des prix plus élevés qu'en Occident. Une foule de gens bien habillés les achètent. Cependant, on estime que seuls 3% de la population du pays sont en mesure de profiter de ce bienfait du capitalisme (à Moscou, ce pourcentage est probablement plus élevé). Et les autres ?

La majorité vit très modestement, de manière discrète. Parfois, cependant, on remarque des hommes qui comptent leurs sous avant d'acheter du pain ou des médicaments. Les pauvres, eux, on les voit partout. Comme aux feux rouges, où ils vendent quelques objets ou mendient. Certains d'entre eux retournent ensuite chez eux, les autres passent les nuits à la gare, après avoir ramassé quelques bou-

teilles vides pour les revendre... Lorsqu'on a l'opportunité de visiter chez elles des personnes plus âgées, on s'aperçoit qu'elles aussi parfois cherchent à revendre des bouteilles pour améliorer leur budget. Et cela, même si elles bénéficient, en qualité de héros de l'URSS ou de héros du travail, d'une pension supérieure aux autres. Il arrive aussi que des jeunes soldats demandent quelques roubles pour acheter du pain ou des cigarettes, car ils ne reçoivent plus leur solde.

En s'éloignant du centre de Moscou, on entre progressivement dans une misère de plus en plus visible. Bâtiments délabrés, cours et escaliers sales et puants, rues grises et sombres, déchets partout. On ne peut en rendre uniquement responsable la négligence des habitants, bien que la propreté ne soit pas particulièrement un point fort dans ce pays. C'est plutôt le résultat d'une politique privilégiant le centre de la capitale et d'un manque d'organisation et de moyens financiers.

Les méandres de la bureaucratie

Autre contraste, celui des nouveaux Russes (un néologisme de nouveaux riches). Ils se distinguent par leur mentalité arrogante envers tout et tous. Certes, ils prennent des initiatives, tandis que les autres comptent sur les *oukases* (décrets) des dirigeants pour améliorer leur sort ; ils savent traiter avec la bureaucratie toute-puissante pour obtenir les autorisations ou les dérogations dont ils ont besoin, alors que les autres ne peuvent même pas exiger ce qui leur est dû.

D'ailleurs, nul ne sait à quoi il a droit car la législation en Russie est surabondante. Dès que des personnes ou des entreprises essaient de profiter de certaines lois qui leur sont favorables, elles se retrouvent confrontées à un tas de prescriptions ou à un manque complet de

décrets d'application, de sorte qu'une autorisation ou son contraire sont également probables. Aussi, tout dépend du *tchinovnik*, l'employé d'Etat. S'il peut en profiter personnellement, il fera tout pour favoriser l'intéressé. Si, par contre, celui-ci est assez naïf et ne veut pas, ou ne sait pas, donner une enveloppe, l'employé fera traîner l'affaire, perdra plusieurs fois les documents déposés, inventera des documents supplémentaires à apporter ou, tout simplement, sera absent lorsque l'intéressé arrivera. Le système bureaucratique a élaboré pour ce faire des méthodes quasi parfaites. Par exemple, il faut obtenir une signature dans un bureau, mais le timbre se trouve chez un autre fonctionnaire, dont le bureau se trouve à l'autre bout de la ville. L'un et l'autre savent très bien que la signature sans le timbre ne vaut rien - et vice versa - alors ils attendent patiemment que l'intéressé s'en rende compte lui aussi, et qu'il revienne dans de meilleures dispositions pour augmenter le budget familial des deux employés...

Isolement et aide étrangère

A première vue, la misère matérielle de la Russie d'aujourd'hui semble être le fruit des transformations du régime. Mais en réfléchissant un peu, quelques doutes surgissent. On se souvient peut-être que les changements survenus depuis plus de dix ans ont été causés par l'incapacité structurelle du régime communiste à surmonter la crise économique grandissante depuis bien longtemps. Les dernières années du communisme ont été marquées par un effort désespéré de se sauver, en améliorant la production et l'économie en général. Cela s'est avéré impossible sans changer de régime. Or, ce n'est qu'après le changement que les nouveaux et difficiles défis ont été mis en lumière.

La population n'a guère été préparée à les accepter. Elle a cru naïvement - comme d'ailleurs dans d'autres pays anciennement communistes - qu'avec le capitalisme, ses conditions de vie allaient radicalement s'améliorer d'un jour à l'autre, qu'elle n'aurait pas de prix à payer pour cette transformation. D'où la déception des gens et l'idéalisation du temps révolu - communiste ou impérial, peu importe. D'où aussi un retour au messianisme et à l'idée de la voie unique du développement russe, en opposition au reste du monde, à commencer par l'Europe.

Or, pour réaliser cette voie, la Russie a besoin d'une importante aide extérieure. Voilà une succession de paradoxes : elle voudrait être unique au monde et indépendante et, en fait, elle est obligée de demander l'aide des autres. Si «les autres» posent des conditions, s'ils cherchent aussi leurs propres intérêts, ils deviennent presque automatiquement des ennemis de la Russie... ennemis responsables de tous les malheurs internes du pays.

On peut dire - me semble-t-il - que la Russie n'a pas encore bien réussi à entamer son processus de réformes économiques et politiques. Cette période de transition ne peut pas être perçue par la population comme sensée, même si difficile, car les réformes projetées ont non seulement été mal définies mais, en outre, ne se sont pas suffisamment matérialisées. La mentalité de revendication, tant à l'intérieur de la Russie qu'envers d'autres pays, et, par conséquent, un certain isolement au sein de la communauté internationale ne semblent être favorables ni au processus de transformation ni à la collaboration internationale. Or, la réussite des réformes en Russie, desquelles dépend le bien-être de ses citoyens, est bien liée à cela. La Russie a plus que jamais besoin de toutes sortes d'aides. Saura-t-elle les recevoir et bien les utiliser ?

S. O.